



**DIRECTION DE L'ARCHITECTURE,
DU PATRIMOINE ET DES JARDINS**

15, RUE DE VAUGIRARD – 75006 PARIS

TÉLÉPHONE : 01 42 34 22 10

marches-apj@senat.fr

**PALAIS DU LUXEMBOURG ET
DÉPENDANCES**

**ACCORD-CADRE DE MISSIONS DE
RELEVÉS DE GÉOMÈTRE**

**DOSSIER DE CONSULTATION
DES ENTREPRISES**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
(CCP)**

FÉVRIER 2026

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

S O M M A I R E

	<i>Page</i>
ARTICLE 1. – Objet du marché – Dispositions générales	4
1.1. Objet du marché	4
1.2. Pouvoir adjudicateur.....	4
1.3. Terminologie	4
ARTICLE 2. – Type de marché	4
ARTICLE 3. – Pièces constitutives de l'accord-cadre	4
3.1. Pièces constitutives de l'accord-cadre - Ordre de priorité	4
3.2. Pièces constitutives des marchés subséquents - Ordre de priorité.....	5
3.3. Pièces à remettre au titulaire.....	5
ARTICLE 4. – Durée de l'accord-cadre	5
ARTICLE 5. – Missions– conditions d'exécution	6
5.1. Objectifs des prestations	6
5.2. Nature des prestations.....	6
5.3. Modalités d'exécution des prestations	7
5.3.1. Communication avec la maîtrise d'ouvrage	7
5.3.2. Référentiels.....	7
5.3.3. Pièces à remettre par le titulaire	7
5.4. Délais d'exécution des prestations	7
ARTICLE 6. – Modalités de remise en concurrence des marchés subséquents.....	8
6.1. Périodicité de la remise en concurrence – Prestations supplémentaires	8
6.2. Modalités de la remise en concurrence.....	8
6.3. Modalités de remise des offres.....	8
6.4. Obligations des titulaires de l'accord-cadre – Sanctions.....	8
6.5. Examen des offres.....	9
6.6. Infructuosité des remises en concurrence	9
ARTICLE 7. – Lieux d'exécution des prestations.....	10
ARTICLE 8. – Montant maximum de l'accord-cadre.....	10
ARTICLE 9. – Prix et règlement des comptes.....	10
9.1. Forme et contenu du prix des marchés subséquents.....	10
9.2. Variation du prix des marchés subséquents	11
9.2.1. Mois d'établissement du prix	11
9.2.2. Index de référence	11
9.2.3. Modalités d'actualisation des prix.....	11
9.3. Avance	12

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

9.4. Règlement des comptes	12
9.5. Demande d'acompte.....	12
9.6. Solde.....	12
9.7. Délai de paiement	12
ARTICLE 10. – Obligations du titulaire.....	12
10.1.Connaissance du dossier	12
10.2.Qualifications du titulaire – Modification de sa situation – Constitution de l'équipe.....	12
10.3.Obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité	13
10.4.Circulation du personnel – Autorisation d'accès	14
10.4.1. Accès des intervenants	14
10.4.2. Accès des véhicules	15
10.5.Sécurité des personnes et des biens.....	15
10.6.Utilisation de la langue française	15
10.7.Format et support des documents à remettre par le titulaire	15
ARTICLE 11. – Sous-traitance	16
11.1.Désignation des sous-traitants	16
11.1.1. Généralités	16
11.1.2. Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché	17
11.2.Modalités de paiement direct	17
ARTICLE 12. – Pénalités	17
12.1.Pénalités de retard et provisions pour pénalités de retard	17
12.2.Pénalités pour infractions diverses	18
ARTICLE 13. – Admission.....	18
ARTICLE 14. – Résiliation – Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire	19
ARTICLE 15. – Convention sur la preuve	19
ARTICLE 16. – Contentieux.....	19
ARTICLE 17. – Dérogation au CCAG-PI	19
Liste des annexes	21

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

ARTICLE 1. – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de relevés géométriques en deux ou trois dimensions et de relevés topographiques, ainsi que la fourniture des documents en résultant tels que des tableaux de sources ou des modélisations. Ces relevés seront effectués au Palais du Luxembourg et dans ses dépendances (Paris VI^e), au Jardin du Luxembourg, ainsi qu'à Longpont-sur-Orge (91).

1.2. Pouvoir adjudicateur

L'État-Sénat, représenté par le Conseil de Questure du Sénat, est le pouvoir adjudicateur.

1.3. Terminologie

Dans le présent dossier de consultation des entreprises (DCE), les termes « prestataire », « entreprise » ou « entrepreneur » seront, indifféremment, les termes retenus pour désigner le titulaire de l'accord-cadre.

Les termes « la maîtrise d'ouvrage » désignent la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins du Sénat.

ARTICLE 2. – TYPE DE MARCHÉ

Le présent marché est un marché de services passé selon une procédure adaptée, en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 (1^o), R. 2123-4 et R. 2123-5 du code de la commande publique.

Cet accord-cadre est multi-attributaire, avec un maximum de trois titulaires. Il s'exécute par la conclusion de marchés subséquents, dans les conditions fixées aux articles R. 2162-1 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

ARTICLE 3. – PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Pièces constitutives de l'accord-cadre - Ordre de priorité

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), les pièces contractuelles désignées ci-après constituent l'accord-cadre et prévalent les unes sur les autres dans l'ordre suivant de priorité décroissante en cas de contradiction entre elles :

- l'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) (arrêté publié au *Journal officiel* du 1^{er} avril 2021) ;
- l'offre technique du titulaire, constituée notamment de ses réponses au cahier des réponses attendues (CRA).

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

3.2. Pièces constitutives des marchés subséquents - Ordre de priorité

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), les pièces constitutives des marchés subséquents, qui viennent en complément des pièces contractuelles de l'accord-cadre, sont les suivantes et prévalent les unes sur les autres dans l'ordre suivant de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement complémentaire (AEC) et ses éventuelles annexes ;
- les prix d'unité compris dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), dont les quantités sont en revanche indicatives ;
- le descriptif technique de la mission et ses éventuelles annexes ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché subséquent.

En cas de contradiction, et sauf dérogation expresse dans l'acte d'engagement complémentaire, les pièces de l'accord-cadre prévalent sur celles de chaque marché subséquent.

En particulier, les engagements pris par les titulaires de l'accord-cadre dans leur offre technique présentée pour l'attribution de celui-ci s'imposent à eux dans l'exécution de chacun des marchés subséquents dont ils sont titulaires, nonobstant toute indication contraire dans l'offre soumissionnée pour l'attribution de ces derniers.

3.3. Pièces à remettre au titulaire

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-PI, la notification de l'accord-cadre comprendra une copie de l'acte d'engagement et celle des marchés subséquents comprendra une copie de l'acte d'engagement complémentaire. Les autres pièces figurant au dossier de consultation des entreprises (DCE) sont réputées contractuelles du simple fait de la conclusion du marché.

Pour chaque consultation lancée dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du DCE. Aucune réclamation pour mauvaise compréhension du DCE ne sera acceptée. Les exemplaires conservés par le maître d'ouvrage font seuls foi en cas de litige.

ARTICLE 4. – DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre s'exécute à compter de sa notification pour une durée d'un an.

En application de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, le marché est reconductible tacitement trois fois pour une durée d'un an, soit une durée totale maximale de quatre ans. Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction.

Le pouvoir adjudicateur peut décider de ne pas reconduire l'accord-cadre à condition d'informer, par lettre recommandée avec avis de réception, les attributaires au moins trois mois avant la date de fin de l'accord-cadre.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Dans le cas où le marché s'achèverait sans qu'un nouvel entrepreneur ait été désigné ou sans que l'exécution du nouveau marché puisse, pour des raisons techniques, débiter à la date anniversaire, le titulaire sera tenu de continuer son marché dans toutes ses conditions pour une durée qui ne pourra excéder trois mois, sur simple ordre de service du Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

ARTICLE 5. – MISSIONS– CONDITIONS D'EXÉCUTION

5.1. Objectifs des prestations

Les relevés produits par le titulaire de chaque marché subséquent ont pour objectif de permettre au Sénat de disposer d'informations précises lui permettant d'aménager les ensembles immobiliers qu'il détient. Il s'agit donc de permettre la constitution d'une base graphique précise, exploitable et cohérente, et de structurer et enrichir les données recueillies, en vue notamment de permettre le transfert de données consignées vers d'autres outils de gestion patrimoniale.

5.2. Nature des prestations

Dans le cadre du présent marché, pourront être demandées les prestations suivantes, telles que définies par l'ordre des géomètres-experts dans son recueil de prestations¹ :

- la réalisation de relevés terrestres, de nivellement et d'implantations ;
- la réalisation de plans intérieurs ou extérieurs (dont façades, coupes de précision, architecture d'intérieure détaillée...) ;
- le récolement des réseaux ;
- l'auscultation d'ouvrages ;
- la réalisation de relevés photogrammétriques, notamment à l'aide de drones ;
- la réalisation de services de géomatique, tels que la production de maquettes numériques ;
- les prestations annexes à ces prestations.

Cette liste n'est pas exhaustive. La nature des prestations commandées fera l'objet de précisions dans le cadre du descriptif technique de chaque marché subséquent.

La réalisation d'études et de travaux topographiques visant à fixer les limites des biens fonciers, qui relèvent de la compétence exclusive des géomètres-experts, ne sont pas concernées par le présent marché.

¹ Ce référentiel est disponible via le lien suivant : https://www.geometre-expert.fr/wp-content/uploads/2023/12/RecueilDesPrestations_Majdec23.pdf

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

5.3. Modalités d'exécution des prestations

5.3.1. *Communication avec la maîtrise d'ouvrage*

Sauf si le Sénat en décide autrement, chaque marché subséquent fera l'objet d'une **réunion de lancement**, au cours de laquelle le périmètre et la méthodologie des relevés seront présentés et feront l'objet d'une validation avec la maîtrise d'ouvrage, suivie d'une visite du site permettant de confirmer la localisation des lieux concernés par les relevés.

Tout au long de l'exécution du marché subséquent, le titulaire informe régulièrement la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins de l'avancée de l'exécution des marchés. Il l'informe également sans délai des difficultés d'accès ou d'appréhension des lieux qu'il rencontre dans le cadre de sa mission.

5.3.2. *Référentiels*

Afin de garantir l'interopérabilité des relevés, et sauf stipulations contraires dans le descriptif technique de mission du marché subséquent, le titulaire prendra pour référentiel les systèmes suivants :

- système altimétrique : NGF-IGN69 ;
- système planimétrique : RGF93.

Les relevés devront être placés de manière cohérente avec le système de coordonnées interne au Sénat : à cette fin, les coordonnées du point d'origine de référence seront communiquées au titulaire.

5.3.3. *Pièces à remettre par le titulaire*

Toutes les pièces sont à remettre en version électronique.

Sauf précision contraire ou particulière dans le descriptif technique de mission d'un marché subséquent, le titulaire remettra au Sénat :

- tous les fichiers informatiques natifs des relevés et des tracés purgés (.dwg, .skp, .rvt et autres) ;
- les fichiers de données liés à la mission (base de données, Scan 3D, nuage de points, etc.), gravés sur un support spécifique ;
- les plans à l'échelle prescrite ;
- un « mémoire technique de fin de mission » sur la structure et le contenu des fichiers ;
- la liste compilée des calques utilisés (extraction directe d'Autocad).

5.4. Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécution applicables au titulaire sont précisés dans l'acte d'engagement complémentaire de chaque marché subséquent.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-PI, la maîtrise d'ouvrage n'est tenue à aucun délai pour accepter ou refuser la prolongation de délais d'exécution demandée par le titulaire.

ARTICLE 6. – MODALITÉS DE REMISE EN CONCURRENCE DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

Lors de la survenance d'un besoin, le pouvoir adjudicateur fait parvenir à l'ensemble des opérateurs économiques titulaires de l'accord-cadre un projet de marché comportant, dans un dossier de consultation, tous les éléments nécessaires à la présentation de leur offre.

6.1. Périodicité de la remise en concurrence – Prestations supplémentaires

La remise en concurrence intervient au moment de la survenance du besoin.

Dans les limites permises par le code de la commande publique, le titulaire d'un marché subséquent pourra se voir confier, par la voie d'une modification dudit marché et sans remise en concurrence, des prestations supplémentaires constituant le corollaire de celles faisant initialement l'objet de ce marché, soit qu'elles s'inscrivent dans le cadre d'une même opération travaux projetée ou en cours, soit qu'elles portent sur les mêmes locaux ou des locaux adjacents.

6.2. Modalités de la remise en concurrence

À l'occasion de chaque remise en concurrence, un dossier de consultation précisant les pièces devant être retournées à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins ainsi que le délai limite de dépôt des offres est adressé à chaque titulaire de l'accord-cadre sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics du Sénat : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

6.3. Modalités de remise des offres

Les titulaires de l'accord-cadre transmettent leur offre avant l'expiration du délai limite figurant dans la lettre de consultation, obligatoirement et exclusivement *via* la plateforme de dématérialisation des marchés publics du Sénat précitée.

6.4. Obligations des titulaires de l'accord-cadre – Sanctions

Les titulaires de l'accord-cadre sont tenus de présenter une offre pour chacun des marchés subséquents.

Le montant de leur offre devra être cohérent avec le prix soumissionné pour chacun des marchés subséquents fictifs, dans le cadre de la procédure de passation de l'accord-cadre. Les prix d'unité de prestations de même nature ne pourront excéder ceux de la décomposition du prix global et forfaitaire desdits marchés subséquents, actualisés en fonction de l'évolution de l'index ING - « Ingénierie », publié par l'INSEE (identifiant 001711010, base 100 en 2010) entre la date limite de remise des offres pour l'attribution de l'accord-cadre et la date de remise de leur offre pour chaque marché subséquent.

De même, sur le plan technique, les offres devront être au moins aussi favorables que celles présentées par les titulaires pour les marchés subséquents fictifs.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

En cas de manquement répété d'un des titulaires de l'accord-cadre aux obligations résultant du présent article 6.4, l'accord-cadre pourra être résilié à son égard.

6.5. Examen des offres

En application de l'article R. 2162-10 du code de la commande publique, chaque marché subséquent sera attribué au titulaire de l'accord-cadre ayant présenté l'offre la plus avantageuse en application des critères suivants :

- le prix : entre 40 et 60 % ;
- la valeur technique : entre 40 et 60 %, appréciée au regard des sous-critères suivants :
 - adéquation et organisation des moyens humains : 45 % de la valeur technique ;
 - méthodologie et moyens matériels mis en œuvre : 50 % de la valeur technique ;
 - performance en matière de protection de l'environnement dans le cadre de l'exécution du marché subséquent : 5 %.

La pondération de ces critères et sous-critères, ainsi que la nature des sous-critères de la valeur technique, seront précisées dans la lettre de consultation de chaque marché subséquent. À défaut d'indication dans la lettre de consultation, s'appliqueront les critères, sous-critères et pondérations suivants :

- le prix : 60 % ;
- la valeur technique : 40 %, appréciée au regard des sous-critères suivants :
 - adéquation et organisation des moyens humains : 45 % de la valeur technique ;
 - méthodologie et moyens matériels mis en œuvre : 50 % de la valeur technique ;
 - performance en matière de protection de l'environnement : 5 %.

Le ou les candidats ayant présenté la ou les offres les plus intéressantes pourront être invités à négocier. Le Sénat se réserve cependant la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

6.6. Infiructuosité des remises en concurrence

Dans l'hypothèse d'une absence de remise d'offres dans les délais impartis ou de la remise d'offres inappropriées ou irrégulières par les entreprises attributaires de l'accord-cadre, le marché subséquent sera déclaré infructueux. Il pourra être alors procédé, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-2 du code de la commande publique, à la passation d'un marché négocié et ce, le cas échéant, avec une entreprise non-titulaire du présent accord-cadre.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

ARTICLE 7. – LIEUX D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations s’exécutent au Palais du Luxembourg, dans ses dépendances, au Jardin du Luxembourg (Paris VIe) ou à Longpont-sur-Orge (91).

Un plan d’identification des bâtiments ainsi que la liste de désignation de ces derniers figurent en annexe du présent CCP.

ARTICLE 8. – MONTANT MAXIMUM DE L’ACCORD-CADRE

Le montant maximum de l’accord-cadre sur sa durée totale, reconductions éventuelles incluses, est fixé à 140 000 € HT. Dès l’instant que ce plafond sera atteint ou sur le point de l’être, l’accord-cadre sera résilié unilatéralement par le Sénat, sans indemnité de quelque nature que ce soit pour les titulaires. Le montant maximum d’un marché subséquent est quant à lui fixé à 100 000 € HT.

ARTICLE 9. – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

9.1. Forme et contenu du prix des marchés subséquents

Les prestations faisant l’objet d’un marché subséquent sont rémunérées à prix global et forfaitaire.

Le prix est réputé comprendre tous les frais et charges mentionnés à l’article 10.1.3 du CCAG-PI, y compris :

- les sujétions entraînées par l’exécution des prestations en milieu occupé ;
- les sujétions liées à la sécurité du site, y compris lorsque les prestations doivent être réalisées depuis l’extérieur de ce site et/ou par drones, et à l’activité parlementaire ;
- les sujétions liées à la réalisation des démarches administratives nécessaires à l’exécution des prestations, y compris auprès d’autorités administratives autres que le Sénat ;
- les sujétions liées aux difficultés d’accès des lieux et aux allers-retours éventuels ;
- les mesures destinées à assurer la sécurité des membres du personnel du titulaire ;
- le coût des équipements techniques à mettre en œuvre pour réaliser les prestations (appareils élévateurs, équipements de sécurité, matériels et appareils spécifiques ou autres, *etc.*) ;
- la participation à toutes les réunions nécessaires à la bonne exécution de la mission ;
- la reprise des non-conformités et la réalisation des corrections ou compléments aux relevés demandés par la maîtrise d’ouvrage.

Les prix comprennent également la cession des droits de propriété intellectuelle telle que prévue par l’article 35 du CCAG-PI.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'un tiers dans le cadre de la réalisation de chaque opération.

Le prix est libellé en euros.

En cas de discordance entre les différentes indications du prix global et forfaitaire figurant dans l'offre du titulaire, l'indication en lettres, hors taxes, figurant à l'article « Prix » de l'acte d'engagement prévaut sur toutes les autres indications.

9.2. Variation du prix des marchés subséquents

Sauf stipulation contraire dans les pièces contractuelles de chaque marché subséquent, les prix sont fermes et actualisables, dans les conditions prévues ci-après.

9.2.1. Mois d'établissement du prix

Le mois de remise de l'offre du titulaire est appelé « mois zéro ».

Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, il s'agit du mois de remise de l'offre finale du titulaire, sauf si la négociation n'a pas porté sur le prix.

9.2.2. Index de référence

L'index de référence est l'index ING - « Ingénierie », publié par l'INSEE (identifiant 001711010, base 100 en 2010).

9.2.3. Modalités d'actualisation des prix

Le prix d'un marché subséquent sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations indiquée dans l'ordre de service.

L'actualisation du prix est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation C donné par la formule :

$$C = \frac{ING_m}{ING_0}$$

dans laquelle ING_0 et ING_m ont les dernières valeurs connues, même provisoires, de l'index IGE respectivement au mois zéro et trois mois avant le début d'exécution des prestations.

Il revient au titulaire de demander la mise en œuvre de la clause d'actualisation du prix et de procéder lui-même au calcul de la formule d'actualisation, qu'il joindra à ses demandes de paiement, avec justifications à l'appui.

À défaut, le Sénat se réserve la faculté, le cas échéant et à son appréciation, de procéder d'office à la mise en œuvre et au calcul de la formule d'actualisation.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

9.3. Avance

Sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement, il sera fait application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG-PI si les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et R. 2193-17 du code de la commande publique pour le versement d'une avance sont remplies.

Conformément à l'article R. 2191-7 du même code, si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 dudit code, le taux de l'avance est porté à 30 %.

9.4. Règlement des comptes

Le règlement des comptes et du solde s'effectue conformément aux stipulations afférentes du CCAG-PI, sous réserve des précisions ci-dessous.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement sous forme électronique, sur la plateforme de facturation qui lui est indiquée par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins du Sénat en début d'exécution du marché.

9.5. Demande d'acompte

Les demandes d'acomptes du titulaire établissent le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquels il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

Les demandes d'acomptes mensuels sont transmises au plus tard le 5 du mois suivant.

9.6. Solde

Le solde du marché sera payé dans les conditions prévues à l'article 11.7 du CCAG-PI, le silence gardé par le pouvoir adjudicateur sur la demande de paiement pour solde présentée par le titulaire valant rejet de la demande.

9.7. Délai de paiement

Le délai de paiement est fixé par le code de la commande publique.

ARTICLE 10. – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

10.1. Connaissance du dossier

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier de consultation des entreprises (DCE) et formulé toute demande d'information complémentaire nécessaire à la formulation de son offre. Il ne pourra arguer d'un quelconque défaut d'information pour prétendre à un supplément de prix.

10.2. Qualifications du titulaire – Modification de sa situation – Constitution de l'équipe

Le titulaire a été déclaré attributaire du marché compte tenu de son organisation, de ses qualifications et références professionnelles et de celles de son personnel. Si, pour quelque raison que ce soit, il venait à perdre ses qualifications, le marché pourrait être résilié, sans

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

indemnisation, par simple décision du Sénat notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, avec effet immédiat.

Dès la notification du marché, le titulaire devra fournir la composition de l'équipe dédiée à l'exécution de la mission et les références professionnelles de chacun de ses membres. Il devra informer sans délai la maîtrise d'ouvrage de toute modification. Les membres de l'équipe devront disposer, pendant toute la durée du marché, de qualifications professionnelles au moins équivalentes à celles des personnes pressenties pour participer à l'exécution du marché dans l'offre du titulaire.

Le Sénat se réserve le droit de demander à tout moment au titulaire le remplacement d'une ou plusieurs personnes de son équipe.

10.3. **Obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité**

Les membres du personnel du titulaire et de ses sous-traitants éventuels sont liés par une stricte obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits et informations dont ils peuvent avoir connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. Cette obligation s'applique tant au cours de la durée d'exécution du marché que postérieurement à la réception des prestations et ce, sans limitation de durée.

Il est spécialement interdit au titulaire et à ses personnels ou sous-traitants :

- de fournir directement ou indirectement à un tiers tous renseignements, documents écrits ou audiovisuels, concernant soit les prestations réalisées au Sénat, soit les faits qui peuvent se dérouler dans l'enceinte du Palais du Luxembourg et de ses dépendances ;
- de diffuser des documents dont ils peuvent avoir communication à raison de leurs fonctions.

Le titulaire s'engage, sous sa responsabilité, à obtenir de l'ensemble de ses personnels et de ceux de ses sous-traitants qu'ils respectent strictement cette obligation.

Le titulaire s'interdit de répondre aux demandes de renseignements émanant de tiers, quelle que soit leur origine, et concernant les prestations faisant l'objet du marché. Ces demandes devront être envoyées sans délai au Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, qui décidera de la suite à leur donner.

Toute parution ou toute mention dans une parution portant sur les prestations faisant l'objet du présent marché (article de presse, plaquette publicitaire, photographies, *etc.*) est soumise à autorisation préalable du Sénat.

Les obligations définies à la présente clause ont un caractère substantiel. Leur non-respect pourra entraîner, sans préjudice des pénalités prévues au présent CCP, la résiliation immédiate et sans indemnité du marché.

Le titulaire pourra, sur sa demande, obtenir une attestation des prestations menées à bonne fin.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

10.4. Circulation du personnel – Autorisation d'accès

10.4.1. Accès des intervenants

Seuls devront être utilisés par le personnel du titulaire et de ses sous-traitants les parcours, accès et locaux désignés. Il est formellement interdit de pénétrer ou de circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans les locaux autres que ceux désignés.

L'accès Palais du Luxembourg et à l'ensemble des bâtiments occupés par le Sénat est conditionné par la détention d'un badge nominatif. Le titulaire devra, pour chacun des intervenants, formuler une demande d'autorisation d'accès auprès de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, **au plus tard trois jours ouvrés avant la date du premier accès**, sur un portail dédié, accessible par un lien qui lui sera communiqué en temps utile. En cas de personnel d'entreprise sous-traitante, la raison sociale de cette dernière devra être clairement indiquée.

Ce lien est propre à chaque entreprise et permettra également de saisir les demandes d'accès pour le compte des éventuels sous-traitants. En aucun cas ce lien ne devra être communiqué à des tiers.

Chaque demande devra être saisie avec le plus grand soin ; la moindre différence entre les informations saisies et celles figurant sur les cartes d'identité des personnels concernés empêchera la délivrance d'un titre d'accès.

Pour les personnes ayant fait l'objet d'une autorisation d'accès, un badge avec photo sera établi par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins. Ce titre d'accès est strictement personnel.

Chaque intervenant devra présenter son badge lors de tout accès au site et le porter sur lui en permanence.

Ces badges permettent l'accès au Sénat, qui est un site très sensible sur le plan sécuritaire. Chaque intervenant devra en prendre le plus grand soin. En conséquence :

- toute perte devra être immédiatement déclarée à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins (01 42 34 22 10) ou au Poste Central (PC) Sécurité (01 42 34 21 04) en dehors des horaires d'ouverture du Sénat ;
- à l'expiration de leur période de validité, les badges devront être restitués à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, par lettre recommandée ou en main propre contre décharge. Il en va de même des cartes d'accès délivrées à des personnes qui cessent d'intervenir au Sénat ou de faire partie du personnel de l'entreprise titulaire ou de ses sous-traitants.

Pour des raisons de sécurité, cette procédure pourra évoluer ; cette évolution ne donnera droit au versement d'aucune indemnité compensatrice, par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le Sénat se réserve le droit de refuser ou de retirer, discrétionnairement, ce titre d'accès aux personnels du titulaire ou de ses sous-traitants.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Il en sera de même pour les demandes éventuelles de prolongation de la durée de validité du titre d'accès.

Toute perte de badge ou négligence le concernant, ainsi que la communication à des tiers du lien de saisie des demandes de badges, constitueront un manquement grave à la sécurité et seront sanctionnés à ce titre, conformément aux pénalités prévues au marché, du simple fait de leur constatation et ce, sans nécessité d'une mise en demeure préalable.

10.4.2. Accès des véhicules

Aucun stationnement n'est possible ni dans l'enceinte du Palais du Luxembourg ni dans le Jardin du Luxembourg.

Des parkings publics sont disponibles à proximité (aux frais des intervenants) : place Saint-Sulpice, Marché Saint-Germain, rue de l'École de médecine, rue Soufflot.

10.5. Sécurité des personnes et des biens

En cas de problème concernant la sécurité, le numéro unique à contacter est le PC Sécurité : 01 42 34 21 04.

Une attention toute particulière doit être portée à la sécurité des chantiers du Sénat. Tout manquement aux règles de sécurité (port des équipements de protection individuelle, respect de la réglementation, des règles de sécurité propres au Sénat, des injonctions du coordinateur SPS ou de la maîtrise d'ouvrage...) sera sanctionné par les pénalités prévues à cet effet.

Le titulaire, pour ce qui le concerne, doit exercer une surveillance continue sur les interventions dont il aura été chargé de la supervision.

Il doit être en mesure de produire, sur simple demande du maître d'ouvrage, les habilitations que son personnel, aux termes de la législation, de la réglementation, de toute autre norme et des règles de l'art, doit détenir pour la bonne exécution de ses tâches. Cette obligation lui incombe de même à l'égard du personnel des entreprises sous-traitantes.

10.6. Utilisation de la langue française

La langue utilisée pour l'exécution des prestations (entretiens, échanges écrits, livrables) est exclusivement le français.

10.7. Format et support des documents à remettre par le titulaire

Les documents sont remis par le titulaire en version électronique (soit par courrier électronique avec avis de réception, soit par envoi postal d'une clé USB).

Les documents remis sur support informatique doivent pouvoir être modifiés par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins. Les fichiers rendant compte des relevés seront remis au format natif. Aucun fichier réalisé sur un autre logiciel et converti au format demandé ne sera admis. Les formats textes, tableurs et plans doivent être exploitables par Word®, Excel® et Autocad®.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Tous les livrables sont rédigés en langue française.

La présentation des documents fournis par le titulaire doit respecter les chartes graphiques de présentation des documents du Sénat (*cf.* annexes n^{os} 3 et 4). Il est exigé que les logiciels de dessin utilisés produisent des fichiers compatibles avec le format Autocad®.

Les plans produits par le titulaire au titre de ses missions devront être complets et parfaitement compréhensibles par les entreprises de manière à ce qu'aucune ambiguïté sur les travaux à réaliser ne puisse exister.

ARTICLE 11. – SOUS-TRAITANCE

11.1. Désignation des sous-traitants

11.1.1. Généralités

En application de l'article 3.6 du CCAG-PI, le titulaire, s'il envisage de sous-traiter une partie des prestations d'un marché subséquent, doit préalablement demander à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Toute déclaration de sous-traitance, qu'elle intervienne au moment de l'offre ou après la notification du marché, doit être établie au moyen du formulaire DC4², dûment complété et signé par le soumissionnaire ou le titulaire et par le sous-traitant envisagé. La déclaration doit en outre être accompagnée des pièces suivantes :

- une attestation d'assurance de responsabilité civile en cours de validité ;
- une attestation de régularité fiscale datant de moins de trois mois ;
- une attestation de règlement des cotisations URSSAF datant de moins de trois mois.

Chaque sous-traitant présenté par le titulaire doit impérativement justifier des qualifications et/ou références nécessaires à la prestation que celui-ci souhaite voir sous-traitée. À défaut de qualifications et/ou de références suffisantes, la demande d'acceptation sera rejetée.

Si le titulaire n'a pas accompli toute diligence permettant à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins d'être en mesure d'instruire utilement la demande d'agrément (dossier incomplet, *etc.*), celle-ci sera rejetée. Il est précisé que le délai d'instruction du dossier d'acceptation du sous-traitant est de 14 jours.

En cas de sous-traitance occulte constatée par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, les prestations de la sous-traitance concernée seront immédiatement arrêtées. Le titulaire supportera la totalité des conséquences financières de cet arrêt ainsi que les pénalités prévues au présent CCP.

Le titulaire informera la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins en cas de défaillance d'un sous-traitant.

² Ce formulaire peut être téléchargé à l'adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

11.1.2. Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché

Après la notification du marché, toute déclaration de sous-traitance doit être transmise en premier lieu par courriel aux adresses marches-apj@senat.fr et compta-apj@senat.fr, au moins 14 jours avant la date envisagée d'intervention du sous-traitant.

Après vérification par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, l'original du dossier doit être transmis par courrier postal à l'adresse suivante : Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, 15 rue de Vaugirard, 75006 Paris, ou déposé au 64 bis boulevard Saint-Michel, 75006 Paris.

Il est rappelé qu'en application de l'article R. 2193-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ne pourra pas accepter un sous-traitant admis au paiement direct ni agréer ses conditions de paiement si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité prévu à l'article R. 2191-6 du même code n'a pas été modifié ou si la justification mentionnée à l'article R. 2193-6 dudit code ne lui a pas été remise.

11.2. Modalités de paiement direct

Il sera fait application des articles R. 2193-10 à R. 2193-12 du code de la commande publique.

Le titulaire joint à ses projets de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

ARTICLE 12. – PÉNALITÉS

Les stipulations du présent article dérogent à l'article 14 du CCAG-PI.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

12.1. Pénalités de retard et provisions pour pénalités de retard

Tout retard dans l'exécution des prestations dues par le titulaire pourra donner lieu à une pénalité d'un montant maximal de 100 euros par jour calendaire de retard.

La remise de documents manifestement incomplets ou erronés est assimilée à un défaut de remise.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités de retard peuvent être appliquées sur simple constatation des retards par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, sans qu'il soit nécessaire de mettre en demeure le titulaire préalablement ou de l'inviter à présenter ses observations.

Elles peuvent être appliquées à tout moment à compter de la constatation des retards. Une provision peut également être constituée en vue de l'application ultérieure éventuelle de telles pénalités ; il est alors appliqué une retenue sur le montant du prochain acompte périodique ou du solde à verser au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités de retard ne donnent lieu à aucune exonération en-deçà d'un certain montant, et sont intégralement dues au Sénat.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30 % du montant total hors taxes de chaque marché subséquent.

12.2. Pénalités pour infractions diverses

En cas de non-respect des prescriptions du présent accord-cadre ou d'un marché subséquent, et sans préjudice des dispositions qui précèdent, les pénalités particulières suivantes (montant maximal, par jour calendaire et/ou par infraction) sont applicables :

Infraction aux règles de sécurité et de circulation (non-restitution d'un titre d'accès, manquement aux règles de circulation du personnel, <i>etc.</i>)	1 500 €
Manquement à l'obligation de neutralité, de discrétion professionnelle et de confidentialité	1 500 €
Sous-traitance non déclarée	1 500 €
Manquement à l'obligation de protection des données personnelles prévue par l'article 5.2. du CCAG-PI	1 000 €
Absence aux rendez-vous auxquels le titulaire est convoqué sans justification suffisante fournie au moins 24 heures à l'avance	100€
Tout autre manquement aux obligations contractuelles du titulaire	100 €

Par dérogation, la pénalité prévue ci-dessus pour « *tout autre manquement aux obligations contractuelles du titulaire* » n'est pas libératoire.

ARTICLE 13. – ADMISSION

L'admission des prestations marque l'achèvement de la mission du titulaire et se manifeste par la validation, par la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, des rapports commandés.

Par dérogation aux articles 28.2, 29.1 et 29.2.2 du CCAG-PI, seul le paiement du solde du marché pourra faire présumer la volonté du maître d'ouvrage d'admettre les prestations, sans qu'il y ait lieu à aucun autre cas d'admission tacite.

En cas d'ajournement de l'admission des prestations, à défaut pour le titulaire d'avoir présenté à nouveau celles-ci, une fois mises au point, dans le délai prévu à l'article 29.2.1 du CCAG-PI ou par les documents particuliers du marché, une réfaction de prix pourra être pratiquée sur ce simple constat et sans que le titulaire ait été invité à présenter ses observations, par dérogation à l'article 29.3 du même CCAG-PI.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

ARTICLE 14. – RÉSILIATION – EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'accord-cadre ou chacun des marchés subséquents pourra être résilié dans les hypothèses prévues au chapitre 7 du CCAG-PI.

Il pourra également être résilié à l'égard d'un ou plusieurs titulaires dans les conditions prévues à l'article 6.4 du présent CCP.

En cas de résiliation de l'accord-cadre ou d'un marché subséquent par le pouvoir adjudicateur pour un motif d'intérêt général, le titulaire n'aura droit, par dérogation au deuxième alinéa de l'article 36 et au premier alinéa de l'article 40 du CCAG-PI, à aucune indemnité.

En application de l'article 27 du CCAG-PI, le Sénat pourra, en cas d'inexécution par le titulaire de prestations d'un marché subséquent, ou en cas de résiliation du marché prononcée à ses torts, faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations concernées, aux frais et risques du titulaire.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement, dans l'hypothèse où le titulaire serait un groupement, des co-traitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement, les stipulations du CCAG-PI traitant de la résiliation aux torts du titulaire, de la résiliation à ses frais et risques et des autres cas de résiliation s'appliquent dès lors qu'un seul des co-traitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

ARTICLE 15. – CONVENTION SUR LA PREUVE

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire conviennent que tous les échanges réalisés par courriel dans le cadre du présent marché reçoivent la même force probante qu'un écrit de manière manuscrite.

ARTICLE 16. – CONTENTIEUX

En cas de contestations ou de litiges touchant à l'application, à l'interprétation ou à l'exécution des clauses du présent marché, le tribunal administratif de Paris (7 rue de Jouy, 75004 Paris) sera seul compétent.

ARTICLE 17. – DÉROGATION AU CCAG-PI

Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé	Articles du CCP portant stipulations dérogatoires
4.1 (ordre de priorité)	3.1 et 3.2 (ordre de priorité)
4.2 (pièces à remettre au titulaire)	3.3 (pièces à remettre au titulaire)

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé	Articles du CCP portant stipulations dérogatoires
5.3 (mesures de sécurité)	10.4.1 (circulation, accès)
13.3 (prolongation du délai d'exécution)	5.4 (durée du marché et délais d'exécution)
14 (pénalités)	12 (pénalités)
28.2, 29.1, 29.2.2 et 29.3 (délai de vérification ; ajournement ; réfaction)	13 (admission)
36 et 40 (résiliation pour motif d'intérêt général)	14 (résiliation)

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

LISTE DES ANNEXES

- Plan d'identification des bâtiments du Sénat situés à Paris
- Nomenclature des bâtiments du Sénat
- Charte graphique du Sénat
- Charte graphique des réseaux du Sénat